



Comité Technique Ministériel du 5 décembre 2013 Déclaration préliminaire **FORCE OUVRIÈRE**

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,
Camarades,

Les propos que nous tenions ici-même il y a à peine plus de deux semaines et les réponses ou les non-réponses que nous y aurons obtenues n'y auront rien changé.

En témoigne le point 2 de l'ordre du jour qui va jusqu'à être de surcroît le déni des engagements de la Ministre de la Fonction publique lorsqu'elle annonçait il y a peu l'abolition de la PFR !

Aussi nous limiterons-nous aujourd'hui à vous donner lecture du communiqué de presse que nous avons diffusé hier matin et que les propos que nous a tenus hier la Ministre de l'Écologie n'ont fait qu'en consolider la terrible réalité :



Communiqué

La FEETS-FO exhorte Cécile DUFLOT à ne pas tuer les missions sauf à courir le risque ... d'achever ses personnels !

Sitôt après la mise en œuvre de l'acte II de décentralisation et le transfert de missions et de charges vers les collectivités c'est la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui poursuivait, au nom du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, le démantèlement des services du ministère de l'équipement.

Après la dissipation du nuage de fumée du Grenelle de l'environnement, le grand ministère de l'écologie avait ainsi déjà vu ses effectifs réduits de 20%.

Pas suffisant pour le gouvernement Ayraut et, conjuguant en même temps un nouvel acte de décentralisation et la Modernisation de l'action publique (MAP), la Ministre Cécile Duflot en est maintenant à organiser :

- l'arrêt pur et simple de l'assistance que son ministère, avec celui de l'écologie, apporte aux collectivités territoriales en matière d'ingénierie de solidarité (ATESAT) et d'urbanisme (ADS),
- l'exclusion des personnels assurant ces missions.

Cécile Duflot est demeurée sourde, comme chacun de ses prédécesseurs, aux mises en garde récurrentes de la Fédération Force Ouvrière de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO), comme sur les [perspectives 2013](#) - tracées en décembre 2010 - dont nous disions alors déjà qu'il serait « suicidaire » de les poursuivre.

En prenant à l'époque la responsabilité de divulguer ces perspectives que le ministère voulait dissimuler aux personnels, la FEETS-FO s'était vue reprocher par le Secrétaire général du ministère de l'époque d'alimenter ainsi un climat anxigène...

Près de trois ans plus tard, par une lettre ouverte en date du 25 novembre 2013, le porte-parole national du « Réseau des médecins de prévention du ministère », fait le même diagnostic.

Par un courriel en date de lundi dernier, le Conseiller scientifique près du CHSCT du Ministère, le Pr. A. Dômout, va, comme FO, jusqu'à en préciser la cause : « les raisons budgétaires de niveau gouvernemental [qui] font une part plus importante à l'économie et à la gestion des déficits publics, qu'à la santé au travail... ».

Il apparaît clairement aujourd'hui que la FEETS-FO, rejointe dans son diagnostic par les plus éminents experts ministériels en la matière, ne sera pas plus demain qu'hier complice de ce jeu de massacre.

Ce diagnostic partagé appelle désormais un seul remède : l'arrêt immédiat de l'abandon des missions et des restructurations de ce ministère !

A défaut, les responsables ne pourront plus prétendre, comme par le passé, que FO exagère la gravité de la situation...

...ni, donc, continuer à se défaire derrière leur prétendue méconnaissance du risque.